

Le 17 avril, j'ai demandé au ministre s'il maintenait ce qu'il avait dit et s'il était satisfait de l'attitude ambivalente de la Commission Macdonald à l'égard du défi technologique. Sa réponse a été plus qu'ambivalente. J'avais demandé au ministre:

... maintient-il toujours ce qu'il a déclaré à la Commission, à savoir que le Canada doit accroître considérablement les fonds qu'il affecte à la recherche et au développement?

Il a dit et je le répète que «le Canada doit accroître considérablement les fonds qu'il affecte à la recherche et au développement». Il a néanmoins répondu à ma question: «Je maintiens, certes, ce que j'ai dit devant la Commission Macdonald.» Puis il a ajouté:

... l'engagement du gouvernement en ce qui concerne la recherche et le développement a été constant... il n'y a pas eu de réduction...

A-t-il voulu dire la même chose quand il a déclaré d'une part que l'engagement du gouvernement à l'égard de la recherche et le développement avait été constant, et d'autre part, que le Canada devait accroître considérablement les fonds qu'il affecte à la recherche et au développement?

La réponse du ministre montre que le gouvernement n'avait pas sérieusement l'intention d'accroître ses dépenses pour favoriser la recherche et le développement même s'il s'est engagé depuis plusieurs années à y consacrer 1.5 p. 100 de notre PNB d'ici 1985. En fait, si nous remontons à 1968, à l'époque où le premier ministre actuel (M. Trudeau) est arrivé au pouvoir, le Canada consacrait alors 1.5 p. 100 de son PNB à la recherche et au développement. Ce budget a énormément baissé par la suite.

● (1820)

Cette tendance s'est maintenue, comme le confirme le bulletin scientifique annuel de Statistique Canada qui a été publié quelques semaines avant le rapport Macdonald. Selon le rapport de Statistique Canada distribué il y a deux mois, les investissements du Canada dans le domaine de la recherche et du développement sont tombés de 1.29 à 1.28 p. 100 du PNB en 1983, et ils seront de seulement 1.24 p. 100 du PNB pour l'année financière en cours. Le gouvernement a donc subi un échec cuisant dans sa tentative—si tentative il y a eu—de consacrer 1.5 p. 100 du PNB à la recherche d'ici 1985, ce qui constituait un objectif modeste. En effet, 1.5 p. 100 du PNB représente environ 6 milliards de dollars. Cela ne correspond même pas au tiers de ce que nous coûte le service de notre dette nationale. Il s'agit d'un investissement que le Canada doit absolument consentir.

Le ministre n'a pas contesté le fait que, statistiquement, nous dépensons moins aujourd'hui pour la recherche. En fait, il l'a même confirmé en cherchant des excuses. J'avais posé au ministre la question suivante: «Le ministre peut-il expliquer pourquoi, depuis deux ans qu'il est ministre d'État aux Scien-

L'ajournement

ces et à la Technologie, les investissements du Canada dans le domaine de la recherche et du développement ont diminué...?»

Le ministre a cité deux raisons bizarres pour expliquer ce déclin. Il a dit tout d'abord que c'était une conséquence logique de toute récession, laissant entendre par là que nous dépensions moins parce que le revenu national avait diminué. Dans cette même réponse, il a affirmé que le phénomène était dû à la croissance économique qui avait caractérisé cette période. Pour quelqu'un d'aussi naïvement logique que moi, ces deux déclarations semblent absolument contradictoires.

Le président suppléant (M. Herbert): A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

[Français]

M. Roland Dion (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé du Développement économique et régional et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, il me fait plaisir en réponse à la question posée par l'honorable député de Richmond-Delta-Sud (M. Siddon) de prendre la parole ce soir concernant sa question au sujet des engagements du gouvernement fédéral dans le domaine de la recherche et de la technologie.

Il me fait plaisir d'avoir la possibilité de m'adresser à vous ce soir concernant l'aide du gouvernement fédéral à la recherche, au développement et à la croissance technologique au Canada. Je ne vois aucune raison de douter de l'importance de l'engagement du présent gouvernement à l'égard de l'augmentation de la recherche et du développement, et c'est avec plaisir que je présente une preuve à cela.

Depuis que le gouvernement a fixé l'objectif des dépenses pour la recherche et le développement, les dépenses brutes nationales dans ces domaines ont augmenté sensiblement. En 1979, les dépenses brutes pour la recherche et le développement représentaient 1.02 p. 100 du produit national brut. Les plus récentes données de Statistique Canada montrent qu'en 1982 les dépenses brutes dans ces domaines comptaient pour 1.29 p. 100 du produit national brut, et on prévoit qu'elles représenteront 1.28 p. 100 en 1983.

Le rapport de ces dépenses brutes par rapport au produit national brut pour les deux dernières années n'est pas aussi élevé que prévu, surtout en raison du fait que les évaluations antérieures de Statistique Canada concernant le produit national brut étaient très conservatrices. La croissance économique actuelle est beaucoup plus marquée que prévue et, par conséquent, lorsqu'on exprime la recherche et le développement comme un rapport de cette économie en expansion, son augmentation apparaît diminuée. De plus, certaines des dépenses pour la recherche et le développement prévues pour 1983 ne se sont pas réalisées, surtout dans le secteur de l'industrie où les dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz naturel ont diminué par rapport aux prévisions antérieures.